



CHAPITRE 42

Loi modifiant la Loi des marchés agricoles

[Sanctionnée le 7 mai 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 42

An Act to amend the Agricultural Marketing Act

[Assented to 7th May 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

S.R., c.
120, a. 6,
mod.

1. L'article 6 de la Loi des marchés agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 120) est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Inspection
ou enquêteurs.

« Il peut aussi, à la demande de la Régie, lui nommer et adjoindre toute personne pour agir comme inspecteur ou enquêteur de la Régie, pour la période qu'il détermine mais qui ne peut excéder trois mois, et fixer sa rémunération. »

S.R., c.
120, a. 12,
mod.

2. L'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 44 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 2 du chapitre 41 des lois de 1968, est de nouveau modifié en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, ce qui suit: « , pendant les heures ordinaires de travail, ».

Id., a. 14,
mod.

3. L'article 14 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 44 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié en ajoutant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, après le mot « temps », ce qui suit: « , sous réserve des dispositions particulières de l'article 44c ».

Id., a. 44c,
aj.

4. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 44b, le suivant:

R.S., c.
120, s. 6,
am.

1. Section 6 of the Agricultural Marketing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 120) is amended by adding at the end the following paragraph:

Inspectors
or investigators.

"The Lieutenant-Governor in Council may also, at the request of the Board, appoint and assign to it any person to act as an inspector or investigator of the Board, for a period he determines, not to exceed three months, and fix his remuneration."

R.S., c.
120, s. 12,
am.

2. Section 12 of the said act, amended by section 3 of chapter 44 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 2 of chapter 41 of the statutes of 1968, is again amended by striking out the words " , during regular working hours, " in the third and fourth lines of the first paragraph.

Id., s. 14,
am.

3. Section 14 of the said act, amended by section 4 of chapter 44 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by adding after the word "time" in the fourth line of the first paragraph the words " , subject to the special provisions of section 44c ".

Id., s. 44c,
added.

4. The said act is amended by inserting after section 44b the following:

Réglementation.

« 44c. 1. La Régie peut aussi adopter des règlements pour prévoir:

a) que tout produit commercialisé ou tout produit particulier visé au paragraphe c de l'article 46 peut être saisi et retenu par tout inspecteur ou enquêteur de la Régie qui a des motifs raisonnables de croire que relativement à ce produit une infraction a été commise aux dispositions de la présente loi, des règlements, d'un plan conjoint, d'une convention conclue en vertu de l'article 26, d'une ordonnance de la Régie, d'un ordre ou règlement de la Régie ou d'un office de producteurs ou d'une décision arbitrale rendue obligatoire en vertu de l'article 28;

b) qu'un produit ainsi saisi doit être remis à son propriétaire dès que la Régie vient à la conclusion que les dispositions visées au sous-paragraphe a ont été observées relativement à ce produit;

c) que toute personne qui est en possession d'un produit saisi suivant le sous-paragraphe a est habilitée à en disposer, à administrer les deniers qui en proviennent et à disposer de ces derniers; et

d) les modalités suivant lesquelles les produits visés au sous-paragraphe a sont saisis, retenus ou remis ou suivant lesquelles il pourra en être disposé.

Produits saisis.

2. Tout produit saisi en vertu du présent article est saisi et retenu aux risques et aux frais de son propriétaire.

Avis de saisie par la Régie.

3. La Régie doit, chaque fois qu'un produit visé au sous-paragraphe a du paragraphe 1 est saisi, retenu ou remis ou qu'il en est disposé, en avertir sans délai le propriétaire de ce produit ou la personne qui en avait la possession au moment de la saisie.

Pouvoirs des inspecteurs et enquêteurs.

4. Dès l'entrée en vigueur d'un règlement adopté en vertu du présent article, tout inspecteur ou enquêteur de la Régie, en outre des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 11 et 12 et sans en restreindre leur effet,

a) a accès à tout navire, bateau, véhicule automobile, camion ou autre moyen de transport ou à tout lieu autre qu'une maison privée utilisé pour la production ou la mise en marché d'un produit visé au sous-paragraphe a du paragraphe 1 et peut procéder à l'inspection de tout tel produit qui s'y trouve;

« 44c. (1) The Board may also make regulations to provide:

Regulations.

(a) that any marketed product or any particular product contemplated in paragraph c of section 46 may be seized and detained by any inspector or investigator of the Board when such person believes on reasonable grounds that an offence has been committed in respect of such product against this act, the regulations, a joint plan, an agreement made under section 26, an ordinance of the Board, an order or regulation of the Board or of a producers' board or an arbitration decision made binding under section 28;

(b) that a product so seized must be released to its owner as soon as the Board is satisfied that the provisions contemplated in sub-paragraph a have been complied with in respect of such product;

(c) that any person who is in possession of a product seized pursuant to sub-paragraph a is empowered to dispose of it, administer the moneys derived therefrom and dispose of such moneys; and

(d) the manner in which the products contemplated in sub-paragraph a are seized, detained, released and disposed of.

(2) Any product seized under this section is seized and detained at the risk and expense of the owner.

Risk, etc., of owner.

(3) When any product contemplated in sub-paragraph a of subsection 1 is seized, detained, released or disposed of, the Board shall forthwith notify the owner of such product or the person who had possession of it at the time of seizure.

Board to notify owner, etc.

(4) When a regulation made under this section comes into force, any inspector or investigator of the Board, in addition to the powers conferred upon him by sections 11 and 12 and without restricting their effect, may,

Powers of inspector, etc.

(a) enter any vessel, boat, car, truck or other conveyance or any premises other than a dwelling, used for the producing or marketing of a product contemplated in sub-paragraph a of subsection 1 and inspect any such product found therein;

b) peut ordonner l'immobilisation de tout moyen de transport lorsqu'il croit qu'un tel produit s'y trouve et procéder à l'inspection de ce moyen de transport et de tout tel produit qui s'y trouve; et

c) peut prélever un échantillon de tout tel produit, aux frais de son propriétaire, pour les fins de son inspection.

Autorisation pour mise en marché.

5. Nul ne peut mettre en marché un produit visé au sous-paragraphe a du paragraphe 1 qui est retenu en vertu du présent article, sans l'autorisation écrite de la Régie.

Délégation de pouvoirs.

6. La Régie peut, par règlement, déléguer à un office de producteurs la totalité ou toute partie des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent article.

Entrée en vigueur.

7. Tout règlement adopté par la Régie en vertu du paragraphe 1 entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Règlements modifiés par la Régie.

Tout règlement adopté par un office de producteurs en vertu du présent article est soumis à la Régie qui peut lui apporter les modifications qu'elle juge appropriées; lorsqu'un tel règlement a été approuvé par la Régie, il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Idem.

La Régie peut, par règlement, modifier ou abroger tout règlement adopté par un office de producteurs en vertu du présent article et qui est en vigueur; un règlement ainsi adopté par la Régie entre en vigueur à la date à laquelle il est adopté ou à toute date ultérieure qui y est fixée; la Régie doit sans délai aviser l'office de producteurs intéressé de l'adoption d'un tel règlement et le publier sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*. »

S.R., c. 120, a. 49, remp.

5. L'article 49 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 44 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 13 du chapitre 41 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

Infractions et peines.

« 49. Quiconque enfreint quelque disposition de la présente loi, des règlements, d'un plan conjoint, d'une convention conclue en vertu de l'article 26 ou d'une ordonnance de la Régie, ou un ordre ou règlement de la Régie ou d'un office de

(b) stop any conveyance that he believes to contain any such product and inspect the conveyance and any such product found therein; and

(c) obtain a sample of any such product at the expense of the owner for the purpose of making an inspection thereof.

Approval to market detained product.

(5) No person shall, without approval in writing by the Board, market a product contemplated in sub-paragraph a of subsection 1 that is detained under this section.

(6) The Board, by regulation, may delegate to a producers' board all or part of the powers conferred upon it by this section.

Delegation of powers.

(7) Every regulation made under subsection 1 shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

Coming into force.

Every regulation made under this section by a producers' board shall be submitted to the Board which may make such amendments to it as it deems appropriate; when such a regulation has been approved by the Board, it shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

Regulations amended by Board.

The Board, by regulation, may amend or repeal any regulation made by a producers' board under this section and in force; a regulation so made by the Board shall come into force on the day it is made or on any later date fixed therein; the Board shall forthwith notify the interested producers' board of the passing of such a regulation and shall publish it forthwith in the *Québec Official Gazette*.

Idem.

5. Section 49 of the said act, amended by section 16 of chapter 44 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 13 of chapter 41 of the statutes of 1968, is replaced by the following:

R.S., c. 120, s. 49, replaced.

“49. Any person who contravenes any provision of this act, the regulations, a joint plan, an agreement made under section 26, an ordinance of the Board, an order or regulation of the Board or of a producers' board, or an arbitration deci-

Offences and penalties.

producteurs, ou une décision arbitrale rendue obligatoire en vertu de l'article 28, est passible, en outre du paiement des frais,

a) pour une première infraction, d'une amende de \$500, dans le cas d'un individu, et de \$1,000, dans le cas d'une corporation;

b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende de \$3,000, dans le cas d'un individu, et de \$5,000, dans le cas d'une corporation. »

Deniers
requis.

6. Les deniers requis pour la mise en application de la présente loi sont pris, au cours de l'exercice financier 1971/1972, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

sion made binding under section 28, is liable, in addition to payment of the costs,

(a) for a first offence, to a fine of \$500 in the case of an individual and of \$1,000 in the case of a corporation;

(b) for any subsequent offence within two years, to a fine of \$3,000 in the case of an individual and of \$5,000 in the case of a corporation."

6. The moneys required for the carrying out of this act shall be taken during the fiscal year 1971/1972 out of the consolidated revenue fund, and for subsequent fiscal years out of the moneys appropriated annually for that purpose by the Legislature.

Moneys
required.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.